

CENTRE UNIVERSITAIRE COLONEL AKLI-MOHAND
OULHADJ DE BOUIRA

C'est le pourrissement total

Depuis le début de la rentrée universitaire, les 8 500 étudiants, toutes filières confondues du centre universitaire colonel Akli-Mohand Oulhadj de Bouira, ne cessent de tirer la sonnette d'alarme sur les conditions catastrophiques dans lesquelles ils vivent quotidiennement, notamment en ce qui concerne le transport et la restauration.

Cette situation a été bien sûr saisie au vol par l'organisation estudiantine la plus structurée, en l'occurrence l'Ugel qui, dès le début, n'a cessé à son tour d'interpeller les responsables des œuvres universitaires ainsi que le directeur du centre sur cette situation.

Plusieurs grèves ont été observées et la dernière en date a débuté dimanche dernier et se poursuit toujours.

Ce lundi, au moment où les étudiants dans leur quasi majorité, et de toutes tendances, ont fini par rejoindre le mot d'ordre de grève initié par l'Ugel, le directeur du centre universitaire et celui des œuvres universitaires assistaient à la session ordinaire de l'APW et ils devaient justement présenter le secteur et leurs directions respectives.

Ainsi, si le directeur du centre pouvait donner les chiffres concernant la rentrée universitaire, les nouvelles filières ouvertes comme le département de la langue et culture amazigh qui

vient d'être lancé, ainsi que le nombre d'étudiants inscrits dans les filières lettre arabe, droit, sciences humaines et sociales, sciences économiques et sciences de gestion et du commerce et enfin, langue et culture amazigh, qui sont quelque 3043 étudiants qui vont s'ajouter aux 5310 déjà existants, si ce directeur évoquait bien à propos la nécessité de réceptionner pour l'année prochaine de nouveaux blocs pédagogiques pour atteindre les objectifs du centre à savoir, 13 à 15 000 étudiants à l'horizon 2012 et son accession au grade d'université, celui des œuvres sociales qui dressait le tableau de sa direction ne pouvait ignorer les grèves cycliques des étudiants à cause du manque de transport ou de son insuffisance tant au niveau de l'urbain que du périurbain, ainsi que le problème de la restauration.

Les milliers d'étudiants qui poursuivent leurs études au niveau du centre n'ont qu'une

demi-heure de répit, alors que les restaurants sont situés au niveau de leurs résidences distantes de plusieurs centaines de mètres du centre universitaire.

De fait, la majorité des étudiants qui craignent le ratage des TD dispensés pendant les premières heures de l'après-midi, ainsi que quelques cours importants, se voient obligés de se passer du déjeuner. Une situation intenable et pour laquelle les étudiants ne voient pas le bout du tunnel.

Et pourtant, d'après le directeur du centre universitaire, il y a le projet de construction d'un restaurant central pour lequel la direction a paré, avant sa réception, au plus pressé en aménageant le siège de l'ancienne Edipal qui est situé à proximité du centre. Cependant, cette solution est loin de répondre aux besoins des milliers d'étudiants puisque ledit restaurant est trop exigu.

L'autre problème concerne l'insuffisance de bus surtout quand on sait que même ceux existants font dans la discrimination. En effet, selon certains étudiants, le bus affecté à El-Hachimia est réservé uniquement aux filles alors que les garçons n'y ouvrent pas droit. Même à l'intérieur de la ville de Bouira, certains bus censés transporter les étudiants de leurs résidences et au centre universitaire font

dans cette discrimination étant donné que certains sont réservés de fait aux filles, et les garçons n'y sont pas autorisés.

En somme, cela se passe comme si on était dans une république intégriste, sans que personne lève le doigt.

Bref, au niveau du centre universitaire colonel Akli-Mohand Oulhadj, les problèmes se sont entassés au fil des années avec en premier, l'ouverture de la filière lettre arabe et droit dès son lancement. Le centre s'était retrouvé dès le début avec des intégristes pour sa gestion et son orientation. Aujourd'hui, en s'y introduisant, l'on se croirait dans une université des ayatollahs.

Et pendant ce temps, la grève se poursuit avec comme meneur l'Ugel, l'Union générale des étudiants libres proche du Hamas.

Pour terminer, disons que malgré ce tableau noir, l'espoir subsiste encore : il réside dans l'ouverture, à partir de cette année, du département de la langue et de la culture amazigh, ainsi que le lancement pour l'année prochaine des langues étrangères que sont le français et l'anglais, et la filière technologie et sciences exactes. Peut-être qu'avec toutes ces nouvelles filières, l'université de Bouira connaîtra enfin son rayonnement et sa renaissance.

Y. Y.

CE MONDE QUI BOUGE

Les limites des politiques
macro-économiques

Par Hassane Zerrouky



Faut-il s'étonner que le FMI ait appelé «à se préparer à prendre certaines mesures conservatoires au cas où la conjoncture mondiale devrait rester durablement défavorable»? Expliquant qu'«une baisse du prix du pétrole, couplée à des dépenses budgétaires et à des importations élevées, entraînerait une dégradation du solde extérieur et du déficit budgétaire». Il suffit d'observer que le prix du baril de pétrole a perdu les deux tiers de sa valeur depuis le mois de juillet où il avait culminé à 147 dollars. En outre, l'institution de Bretton Woods a mis l'accent sur le fait que la diversification de l'économie — point faible de l'économie nationale — reste un impératif pour l'Algérie. Autrement dit, faute de diversification d'une économie basée exclusivement sur l'exportation des hydrocarbures, l'austérité recommandée par le FMI — réduction des dépenses publiques, du train de vie de l'Etat — comporte des limites. Plus généralement, l'Algérie, qui a subi un traitement de choc, via un plan d'ajustement structurel, générant chômage et appauvrissement de masse et désespérance sociale, ne peut se permettre une nouvelle thérapie.

Le gouvernement Ouyahia, qui vient d'être chargé de présenter «un plan d'action pour la mise en œuvre du programme du président de la République», est de fait confronté à de fortes demandes sociales (salaires, emploi, logement) que le pouvoir n'a pas su satisfaire quand il était encore temps. Entre la tentation de satisfaire des besoins pressants en termes de salaires et de produits de première nécessité, afin de calmer un front social en ébullition dans la perspective de l'élection présidentielle, quitte à ce que l'inflation reparte de plus belle, et la poursuite d'une politique d'austérité génératrice de mécontentement social, le gouvernement sera confronté à un choix difficile. Et ce, dans un contexte de décroissance des rentrées financières, du fait d'une baisse du prix du baril qui risque d'être durable. Qui plus est, quand on sait que la population en âge de travailler augmente chaque année de 3,4% (selon le FMI), la pression sur le marché du travail ira en s'accroissant. Il est peu probable, d'ailleurs, que la création d'emplois générée par le lancement de grands chantiers publics — autoroutes et autres infrastructures — soit en mesure d'alléger cette pression. Le taux de chômage, en dépit des tentatives d'en déguiser l'ampleur, reste élevé notamment chez les jeunes. La précarisation de l'emploi qui se généralise — multiplication des contrats de travail à durée déterminée, de l'emploi temporaire) illustre bien l'absence d'une stratégie à moyen terme en mesure d'inverser les courbes du chômage réel et, partant, de réduire la pauvreté. D'où cette montée de l'exaspération sociale se traduisant par des conflits sociaux de plus en plus durs sur les lieux de travail, ces émeutes sociales à répétition, et ce phénomène des harraga que l'Etat n'arrive plus à endiguer en dépit de sévères peines de prison à ceux d'entre eux qui sont arrêtés avant qu'ils ne s'embarquent ou qui sont sauvés d'une mort par noyade certaine par les gardes-côtes. Le tout dans le contexte d'une société évoluant à deux vitesses. D'un côté, une classe de rentiers et d'affairistes s'enrichissant grâce à l'import, de l'autre, une paupérisation rampante du plus grand nombre avec à la clé la disparition des couches moyennes. La gravité de la situation sociale est d'autant plus visible à l'œil nu que le terrorisme, qui a longtemps servi d'alibi, ne parvient plus à la masquer. Certes, d'ici l'élection présidentielle, le pouvoir dispose d'un bon matelas de devises pour faire face à la situation sur le court terme. Mais ce qui n'a pas été fait durant dix ans ne pourra pas l'être dans les années à venir. Le système politique, générateur d'une telle situation, et que le pouvoir veut perpétuer à travers le prochain scrutin présidentiel, est à bout de souffle.

H. Z.

LOI DE L'ORIENTATION SUR L'ÉDUCATION

Les textes d'application en débat

Le ministre de l'Education nationale a réuni hier enseignants, inspecteurs, chefs d'établissements scolaires, associations de parents d'élèves et différents syndicats de l'éducation, pour leur présenter les projets de décrets et arrêtés ministériels d'application de la loi d'orientation sur l'éducation, aux fins d'enrichissement des textes, avant de les présenter au gouvernement, dans les jours à venir.

Rosa Mansouri - **Alger (Le Soir)** -Promulguée le 23 janvier 2008, la loi d'orientation sur l'éducation attend les textes d'application pour devenir effective, au plus tard à la fin de l'année en cours. Un dispositif de 17 projets de décrets exécutifs, 37 projets d'arrêtés ministériels et 1 projet d'arrêté interministériel vient d'être élaboré par les services compétents du département de l'éducation. L'examen de ces textes a fait l'objet hier d'une conférence nationale lors de laquelle tous les partenaires devaient se prononcer, afin que cette loi ne soit pas un produit du ministère. Bien qu'une journée ne suffise guère pour débattre cet important arsenal juridique, il est supposé que les partenaires

conviés à cette conférence, les syndicats en particulier, ont déjà pris connaissance des points forts et lacunes de cette loi. Ils s'exprimeront dans le cadre de trois ateliers constitués pour cette conférence, le ministre a mis l'accent sur les principaux dispositifs mis en place, notamment celui relatif à la lutte contre la violence dans les établissements scolaires, violence commise contre les élèves ou les enseignants. La gestion de ces derniers sera plus rigoureuse à tous les niveaux. Les nouveaux textes prévoient un renforcement de la sécurité des établissements, en prévenant l'introduction de drogue et stupéfiants dans ces derniers. Benbouzid a

déclaré également que les établissements scolaires ne pourront désormais plus être utilisés à des fins non pédagogiques. Il fait allusion à l'utilisation abusive et incontrôlée des structures pour des activités politiques. Aussi, parmi les préoccupations prises en charge dans cette loi, figure la carte scolaire, vivement contestée du reste par les parents d'élèves et les enseignants. Celle-ci sera intégrée, selon le ministre, dans la politique générale de l'habitat et de l'aménagement du territoire. A vrai dire, cette carte se veut plus un cadre de lutte contre la double vacation des enseignants. Quoique, telle que conçue aujourd'hui, la carte scolaire n'arrange nullement les enseignants affectés dans des établissements situés à des dizaines de kilomètres de leur lieu de résidence. Les textes d'application de la loi d'orientation sur l'éducation renforceront également l'enseignement des langues étrangères et de tamazight. Ils prévoient la création

d'un conseil national des programmes pédagogiques, instance scientifique et pédagogique autonome, chargée de la conception et de l'élaboration des programmes. Il sera question en outre de la réorganisation des cursus scolaires des trois paliers, pour définir les conditions d'enseignement des langues étrangères. Selon le ministre, il est temps qu'on «apprenne à nos enfants le sens du travail laborieux». Car, dit-il, «les Algériens ne travaillent pas et ne connaissent pas le sens de la responsabilité». Le ministre a insisté, avant de conclure, pour préciser que «l'Algérie du pétrole est bel et bien finie et qu'il est temps de bâtir une autre Algérie, basée sur le travail individuel et collectif», mettant en exergue l'apport des technologies et des sciences.

R. M.

PUBLICITE

VEILLÉE
REMERCIEMENTS

Cela fait 40 jours depuis que notre très chère mère, grand-mère et belle-mère

Mme Houfani Yamina

Nous a quittés pour un monde meilleur et éternel laissant un immense vide derrière elle.

Son fils Djamel ainsi que toute sa famille demandent à tous ceux qui l'ont connue et aimée pour sa gentillesse, sa bonté, sa générosité, son courage et son dévouement d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. De même, ils remercient tous ceux ou celles qui, de près ou de loin, ont compati à leur douleur en ces pénibles et difficiles moments. En ce douloureux souvenir, nous prions tous Dieu le Tout-Puissant de lui accorder Sa Sainte Miséricorde et de l'accueillir en Son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. Tu es et tu resteras toujours dans nos cœurs et dans nos pensées. Repose en paix très chère Noucha, très chère Mamina.

30412/B3



BENBOUZID À PROPOS DES GRÈVES

DANS L'ÉDUCATION :

«Nous communiquons mal»

«Je ne comprends pas le mécontentement des adjoints de l'éducation, ils ont mal interprété le contenu de leur statut», a déclaré hier le ministre de l'Education nationale à propos de la grève observée par les adjoints de l'éducation. M. Boubekeur Benbouzid reconnaît que son département communique mal concernant les droits des travailleurs du secteur, notamment sur le statut particulier de l'enseignant. Revenant sur la grève de trois jours observée par la Coordination des syndicats

autonomes de la Fonction publique, le ministre a réitéré ses chiffres en estimant à 2 % le taux de participation à ce débrayage. «Les journaux ont tendance à gonfler les chiffres. Lorsque nous avons reçu les états des ponctions opérées sur les salaires des grévistes, nous avons constaté que le chiffre est de 2 % seulement», insiste-t-il. Avant la fin du mois en cours, il faut comprendre, à travers ces propos, que le ministre a mis à exécution les menaces de procéder à des ponctions sur les salaires. Par ailleurs, il a affirmé

s'engager à recevoir tous les syndicats de l'éducation, sans exception. S'adressant à M. Meriane, président du Snapest, le ministre l'invite «à une réunion de travail», mais lui suggère, par la même occasion, «de travailler en coordination avec le ministère et de laisser la coordination des syndicats autonomes».

Il n'a pas manqué de préciser que son département ne peut faire cavalier seul, pour l'ouverture de discussions autour du régime indemnitaire.

R. M.

PENSÉE

A la mémoire de notre cher

KIKI - KABBÈS
HARB NASREDDINE

Trois années se sont déjà écoulées depuis ta disparition subite.

Trois années où ton ombre n'a cessé de nous suivre et nous guider. Tu es et tu demeureras vivant parmi nous.

En ce pénible souvenir, sa femme et ses enfants prient tous ceux qui l'ont connu et apprécié d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

Que Dieu lui accorde
Sa Sainte Miséricorde.

«A Dieu nous appartenons
et à Lui nous retournons»

